



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Réhabilitation des halles GCDD et GMP de l'IUT1 à
Grenoble - marché de maîtrise d'œuvre**

N° du CCAP : 25PIAO05

Université Grenoble Alpes
DGDPAT
1180 rue des universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Réhabilitation des halles GCDD et GMP de l'IUT1 à Grenoble - marché de maîtrise d'œuvre
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	42 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	5
3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Protection des données à caractère personnel	6
6 - Missions	6
7 - Durée et délais d'exécution.....	7
8 - Réalisation de prestation similaires	7
9 - Rémunération du maître d'oeuvre.....	7
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
9.2 - Forfait de rémunération.....	7
9.3 - Modalités de variation des prix.....	8
10 - Avance.....	8
10.1 - Conditions de versement et de remboursement	9
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
11 - Modalités de règlement des comptes.....	9
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
11.4 - Délai global de paiement	11
11.5 - Paiement des cotraitants.....	11
11.6 - Paiement des sous-traitants	11
12 - Engagements du maître d'œuvre sur le coût des travaux	11
13 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
13.1 - Présentation des livrables.....	14
13.2 - Organisation des réunions de chantier	16
13.3 - Emission des ordres de services.....	16
13.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	16
13.5 - Instruction des mémoires en réclamation	17
13.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	17
13.7 - Achèvement de la mission	17
14 - Développement durable.....	17
15- Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
16 - Pénalités	17
16.1 - Pénalités de retard	17
16.1.1 - Pénalités de retard dans la notification des ordres de service.....	18
16.1.2 - Pénalités de retard dans la présentation des livrables.....	18
16.1.3 - Pénalités de retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels et du décompte final.....	18
16.1.4 - Pénalités de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs.....	18

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
16.3 - Autres pénalités.....	18
16.3.1 - Réunions de chantier.....	18
16.3.2 - Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par le maître d'œuvre.....	19
16.3.3- Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception	19
17 - Assurances.....	19
18 - Résiliation du contrat.....	20
18.1 - Conditions de résiliation	20
18.1.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	20
18.1.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	20
18.1.3 - Résiliation en cas de non-respect des engagements sur coût de travaux en phase études.....	20
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
19 - Règlement des litiges et langues	21
20 - Dérogations	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réhabilitation des halles GCDD et GMP de l'IUT1 à Grenoble - marché de maîtrise d'oeuvre

Lieu d'exécution :
151 rue de la Papeterie
Domaine Universitaire
38400 ST MARTIN D'HERES

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots car la dévolution en lot séparé serait de nature à rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe relative à l'insertion sociale
- Le cahier des clauses techniques particulières
- Le programme de l'opération
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAGMOE 2021)
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux (CCAG Travaux 2021)
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation
- La note méthodologique portant sur :
 - * les éléments de compréhension du projet et de ses principaux enjeux,
 - * les intentions techniques et architecturales (éventuellement illustrées par des croquis ou schémas),
 - * l'organisation de l'équipe affectée à l'exécution du marché (rôle des différents membres de l'équipe à chaque étape, de la conception au suivi de l'exécution des travaux, avec contenu et limite du rôle de chaque membre de l'équipe, explication des interactions entre les différents intervenants),
 - * les compétences des intervenants affectés à la mission (CV, formations et/ou expériences de chacun des intervenants au regard des différentes missions réalisées),
 - * la méthode proposée pour garantir le respect des délais (calendrier prévisionnel du candidat détaillant les différentes étapes de réalisation des études et des travaux) et des objectifs de performance énergétique,
 - * les mesures RSE proposées dans le cadre de l'opération

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

FLORES AMO
44 Cours Tolstoï
69100 VILLEURBANNE

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

L'OPC sera désigné ultérieurement.

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.6 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux

EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
DIA	Etudes de diagnostic
SSI	Coordination sécurité incendie
STD	Simulation thermique dynamique

7 - Durée et délais d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

8 - Réalisation de prestation similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de maîtrise d'oeuvre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

9 - Rémunération du maître d'oeuvre

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

9.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire. La rémunération définitive du maître d'oeuvre sera arrêtée par voie d'avenant au plus tard au moment de l'engagement sur le coût des travaux au stade de l'avant-projet définitif (APD).

Cette modification du marché public interviendra en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Il sera déterminé de la manière suivante :

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 figurant à l'article 9.3 du CCAP.

Pour la mission de base :

Le forfait définitif sera déterminé de la manière suivante :

Si le coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage est inférieur à la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, le forfait provisoire devient définitif lors de l'approbation de l'élément APD.

Si le coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage est inférieur à la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, majorée du taux de tolérance étude fixé à l'article 12.2 du CCAP, le forfait provisoire devient définitif lors de l'approbation de l'élément APD,

Si le coût prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage est supérieur à la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage majorée du taux de tolérance étude fixé à l'article 12.2 du CCAP, le forfait définitif est calculé comme suit :

$$Fd = Fp + [(CP-C0) \times T \times 0,75] \text{ dans laquelle :}$$

Fd est le forfait définitif de rémunération

Fp est le forfait provisoire de rémunération fixé à l'acte d'engagement

C0 est la part affectée aux travaux par le maître d'ouvrage et fixée à l'acte d'engagement

CP le coût prévisionnel définitif des travaux

T est le taux résultant du rapport entre Fp mission de base et C0

0,75 un coefficient de pondération

Pour les missions complémentaires :

Les missions complémentaires n'étant pas rémunérées proportionnellement au montant de l'enveloppe des travaux, leurs montants ne sont pas affectés par l'arrêt du coût prévisionnel des travaux. Le montant de la rémunération de ces missions ne pourra être modifié que sur la base d'une négociation liée à une modification des prestations définies au CCTP et/ou du programme. Dans cette hypothèse, la rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire.

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement (DPGF).

9.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index x de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage). La valeur de l'indice du moins n-3 correspond à valeur de l'indice publiée en n-3 ou à défaut à la dernière valeur publiée connue.

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % (ou 40% dans le cas d'une PME) du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIA	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APS	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APD	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	Après analyse des offres	25.0

	Après notification des marchés de travaux	25.0
EXE	Proportionnellement à l'avancement des travaux	100.0
DET	Avant la remise du décompte général des travaux, proportionnellement à l'avancement des travaux	90
	Après la remise du décompte général des travaux	10
AOR	A la réception	25
	Après la levée des réserves	25
	A la remise du DOE	25
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	25
SSI	A la remise de la notice de sécurité	25
	A la remise du cahier des charges SSI,	25
	Au terme de l'installation des équipements SSI	25
	A la mise à jour du dossier SSI	25
Etudes de simulation thermique dynamique (STD)	A la remise de l'APD,	30
	A la remise du DCE	30
	A la remise des simulations actualisées à l'issue de la phase de réception des travaux	40

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'imposer un cadre de facturation (trame d'état d'acompte).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

11.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

11.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Engagements du maître d'œuvre sur le coût des travaux

12.1. Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations des éléments APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article 4 de l'acte d'engagement, après avoir été ramené au mois d'établissement de l'enveloppe financière tel que fixé par l'article 4 de l'acte d'engagement par utilisation des index BT01, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

12.2 Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

La mission du maître d'œuvre comportant l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux, le coût prévisionnel des travaux est arrêté à la remise de l'APD **le seuil de tolérance fixé dans le contrat est égal à 3 %**.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel arrêté des travaux et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux et le coût prévisionnel seront ramenés à la date de valeur figurant à l'article 4 de l'acte d'engagement et par utilisation des index BT01. Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance, le maître d'ouvrage ou son représentant peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

À défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies à l'article 18.1.3 du présent CCAP.

12.3 Engagement sur le coût des contrats de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, **le seuil de tolérance est fixé à 3 %**.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes... et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte mensuel intégrant la partie de l'élément de mission "remise du décompte général des travaux" de l'élément DET tous les calculs permettant un premier contrôle par le maître d'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des entreprises avec son projet de décompte général. Le solde du marché pourra être bloqué si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.
- le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions de l'article 12.7 du présent CCAP.

12.4 Modifications du projet

Elles peuvent intervenir du fait de deux sortes d'aléas :

- a) **Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'oeuvre en cours d'exécution** par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux, même en cas d'accord du maître d'ouvrage.

En ce cas, il n'est pas fait application de l'article 14 du CCAG MOE (dérogation à l'article 14) et si elles entraînent des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'oeuvre subira la réfaction éventuelle résultant du non-respect de l'engagement sur le coût des travaux.

- b) **Modifications/précisions de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle demandées par le maître d'ouvrage après conclusion de l'avenant fixant la rémunération définitive du maître d'oeuvre** : il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG MOE. La négociation financière tient compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et des incidences sur le coût prévisionnel des travaux.

12.5 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire si surviennent certaines difficultés au cours de la réalisation des travaux (A titre d'exemple, lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier). Le maître d'oeuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

12.6 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études

Dépassement du coût prévisionnel

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance ; si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le marché, le maître d'oeuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service le délai maximum de reprise des études. Les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études fixées à l'article 16 du présent CCAP et, s'il y a lieu, de l'acte d'engagement, sont applicables.

12.7 Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'oeuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût prévisionnel augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini à l'article 12.3 du CCAP, le maître d'oeuvre supporte une réduction d'honoraires. Cette réduction d'honoraires est égale à la différence entre le coût constaté et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au double du pourcentage, résultant du rapport entre le montant des honoraires définitifs arrêtés à l'issue de la phase APD et le coût prévisionnel fixé à l'APD sur lequel le maître d'oeuvre s'est engagé par voie d'avenant.

Cependant, le montant de cette réduction d'honoraires ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

En cas de marché confié à un groupement, le mandataire devra indiquer à l'acheteur la répartition de la réduction d'honoraires. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours à la mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage de lui indiquer cette répartition, la réduction d'honoraires sera appliquée en totalité au mandataire du groupement.

13 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

13.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai
DIA	Etudes de diagnostic	4 semaines après notification du marché
APS	Avant-projet sommaire	6 semaines après validation du DIAG/ESQ
APD	Avant-projet définitif	8 semaines après validation de l'APS
PRO	Etudes de projet	6 semaines après validation de l'APD
DCE	Dossier de consultation des entreprises	3 semaines après remise du PRO
	Rapport d'analyse des offres	3 semaines après remise des offres
	Rapport d'analyse des offres corrigé	1 semaine après remarques de la maîtrise d'ouvrage
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	Etablissement dans la durée de la période de préparation de chantier et diffusion afin de respecter les délais d'analyse du CT en vue d'obtenir un avis favorable et de permettre aux entreprises de réaliser leurs plans de chantier qui eux même doivent être validés favorablement par le CT
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines à compter de la notification de la réception des travaux

SYN	Etudes de synthèse	Etablissement dans la durée de la période de préparation de chantier et diffusion afin de respecter les délais d'analyse du CT en vue d'obtenir un avis favorable et de permettre aux entreprises de réaliser leurs plans de chantier qui eux même doivent être validés favorablement par le CT
-----	--------------------	---

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après

Code	Désignation du livrable	Nombre exemplaires papier
DIA	Etudes de diagnostic	1 ex sur demande éventuelle CT
APS	Avant-projet sommaire	1 ex sur demande éventuelle CT
APD	Avant-projet définitif	1 ex sur demande éventuelle CT
PRO	Etudes de projet	1 ex sur demande éventuelle CT
DCE	Dossier de consultation des entreprises	1 ex sur demande éventuelle CT
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	1ex
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 ex
SYN	Etudes de synthèse	1 ex
SSI	Dossier d'identité du SSI	2 ex

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date de notification du marché .
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
DIA	Etudes de diagnostic	2 semaines
APS	Avant-projet sommaire	4 semaines
APD	Avant-projet définitif	4 semaines
PRO	Etudes de projet	4 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 à 4 semaines
RAO	Rapport d'analyse des offres	2 à 4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

13.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception avec la fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

13.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

13.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre devra recourir à GESPRO si le pouvoir adjudicateur choisit d'utiliser cet outil dans le cadre de cette opération de travaux. De la même manière, si "Chorus pro travaux" était mis en place au sein de l'établissement, le maître d'œuvre devra utiliser cet outil.

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

13.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 15 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

13.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

13.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

14 - Développement durable

Le présent marché comporte des obligations environnementales. Elles sont détaillées dans le programme de l'opération et incluent également l'ensemble des engagements pris par le titulaire dans son offre.

15- Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre de ce marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif. Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure préalable restée sans effet hormis les pénalités concernant les pénalités de vérification des décomptes et d'instruction des mémoires en réclamation.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les jours mentionnés ci-dessous sont entendus comme des jours calendaires (et non des jours ouvrés).

16.1.1 - Pénalités de retard dans la notification des ordres de service

En cas de retard du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 150€ par jour de retard.

16.1.2 - Pénalités de retard dans la présentation des livrables

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 150€ par jour de retard.

16.1.3 - Pénalités de retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels et du décompte final

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article 12.4 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 150€. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

16.1.4 - Pénalités de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités par jour de retard d'un montant de 200 €. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités

16.3.1 - Réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'oeuvre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 500 € par réunion où l'absence a été constatée sans mise en demeure préalable.

En cas de non-transmission des comptes rendus de chantier le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité journalière de 50 € pendant 10 jours par compte-rendu non diffusé, après mise en demeure préalable restée sans effet. A partir du 11eme jour, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.

En cas de dépassement du délai défini à l'article 12.2 pour la diffusion des comptes-rendus de chantier, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 50 € par jour de retard dans la diffusion, après mise en demeure préalable restée sans effet.

16.3.2 - Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par le maître d'œuvre

En l'absence de mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte mensuel et du projet de décompte final des titulaires des marchés de travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 150€ par absence de mention de date.

16.3.3- Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception

16.3.3.1 - Organisation des opérations préalables à la réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG-TRAVAUX, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer un abattement de 50% sur la partie « réception » de l'élément de mission AOR.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le pouvoir adjudicateur pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux opérations préalables à la réception, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer un abattement complémentaire de 50% sur la partie « réception » de l'élément de mission AOR.

En complément, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

Par ailleurs, si le pouvoir adjudicateur a fait appel à un assistant éventuel pour pallier à la non réalisation des opérations préalables à la réception par le maître d'œuvre, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

16.3.3.2 - Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maître d'œuvre.

Le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé à l'article 41 du CCAG-TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 150 € par jour de retard.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels

et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

18.1.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

18.1.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas d'une exécution aux frais et risques du maître d'oeuvre, et **par dérogation à l'article 32.5 du CCAG MOE**, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au maître d'oeuvre doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'oeuvre est rémunérée avec un abattement de 10 %.

18.1.3 - Résiliation en cas de non-respect des engagements sur coût de travaux en phase études

Si les conditions de l'article 12.2 du présent CCAP ne sont pas remplies, le contrat de maîtrise d'oeuvre pourra être résilié sans indemnité. Les prestations déjà accomplies seront rémunérées sur la base des modalités du contrat.

Toutefois, la rémunération de l'élément de mission sur lequel le maître d'oeuvre s'est engagé sera affectée d'un abattement au moins égal à 20%.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 16.3.3.2 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 18.1.2 du CCAP déroge à l'article 32.5 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 18.1.2 du CCAP déroge à l'article 32.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre

Insertion professionnelle des publics prioritaires
ANNEXE AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

L'Article L2111-1 du nouveau Code de la Commande Publique applicable au 01/04/2019 impose à tout acheteur public de déterminer avec précisions la nature, et l'étendue des besoins à satisfaire en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

Conformément à l'Article L2112-2, le cahier des charges du présent marché comporte une clause d'exécution des prestations visant, entres autres, à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et ainsi à lutter contre le chômage.

La mise en œuvre de ces clauses pour un certain nombre de donneurs d'ordre de Grenoble-Alpes Métropole dont l'Université Grenoble Alpes est assurée par l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes-Métropole.

L'Université Grenoble Alpes est représentée par l'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole
contact tél : 07 87 16 64 34
coralie.faure@grenoblealpesmetropole.fr

1. NATURE DE L'ENGAGEMENT

L'entreprise titulaire du marché s'engage à réserver aux personnes visées par la clause emploi le nombre d'heures minimum spécifié ci-dessous :

420 heures sur la durée du marché

Le nombre d'heures indiqué ci-dessus constitue un minimum obligatoire. Le titulaire du marché est libre de réserver un volume plus important.

Le titulaire du marché qui décide de recourir à un sous-traitant, reste seul responsable de l'exécution de la clause emploi. Il lui appartient d'informer le sous-traitant et le cas échéant de contractualiser avec lui dans le cadre du contrat de sous-traitance les modalités de prise en charge de la clause emploi. Dans le cadre de l'exécution de la clause emploi, il n'est pas autorisé de sous-traiter moins de 70 heures. Une entreprise qui mobiliserait son sous-traitant pour réaliser la clause emploi devra lui confier à minima 70h d'insertion. L'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole doit être informée de cette sous-traitance dès le démarrage.

Dans tous les cas, le titulaire du marché reste le seul interlocuteur de l'Université Grenoble Alpes.

2. PUBLICS PRIORITAIRES VISES et VALORISATION DES HEURES

Les personnes concernées par cette action sont :

Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire:
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C)
- Personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ et respectant un autre critère d'éligibilité cité ci-dessous

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail

- Les allocataires des minimas sociaux (RSA, ASS, AAH, AI, etc.)

- Les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les personnes ayant fait l'objet d'une peine privative de liberté et/ou accompagnée par le SPIP, actuellement en parcours de réinsertion professionnelle.
- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou ayant travaillé moins de 6 mois dans les 12 derniers mois.
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) inscrit à Pôle Emploi ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les jeunes de moins de 26, en suivi renforcé à la mission locale (de type PACEA, Contrat d'engagement Jeune, ou tous dispositifs similaires).
- Les demandeurs d'emploi habitant en quartier Politique de la Ville rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée d'un partenaire de l'emploi
- Les participants du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi)

Date de début de valorisation des heures :

Le recrutement de la personne prioritaire doit être postérieur à la date de notification du marché.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, le titulaire du marché peut solliciter, auprès de l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion. Elle peut être déclarée recevable si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion. Les heures d'insertion doivent être réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés et sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Durée de valorisation :

Dans le respect des dispositions ci-dessus, une personne prioritaire est valorisable dans la même entreprise sur la durée de son contrat avec un maximum de 12 mois. Elle peut être valorisée sur 18 mois si elle a obtenu un CDI ou un contrat en alternance.

Une personne reste éligible au dispositif Clause Emploi, tous employeurs confondus, sur 24 mois à compter de la date de son premier contrat lié à une clause emploi.

Dans tous les cas, la validation préalable de l'éligibilité des personnes bénéficiaires de la clause devra faire l'objet d'une demande auprès de l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole.

3. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Pour satisfaire son engagement, l'entreprise peut :

- soit recruter directement les bénéficiaires au sein des catégories listées ci-dessus ;
- soit confier à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou à une Agence d'Emploi (ETT), ayant signé la convention de partenariat avec Grenoble-Alpes Métropole pour la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion ;
- soit recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (G.E.I.Q.) pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion ;
- soit sous-traiter ou co-traiter tout ou partie des heures d'insertion à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure du travail protégé ou adapté (STPA).

Les coordonnées des opérateurs cités sont disponibles sur

<https://emploi.grenoblealpesmetropole.fr/102-le-recrutement-via-les-clauses-emploi.htm>

https://emploi.grenoblealpesmetropole.fr/cms_viewFile.php?idtf=302&path=Liste-des-partenaires-du-recrutement-du-dispositif-clause-emploi.pdf

Les offres de services et les coordonnées des SIAE et STPA sont disponibles sur les sites :

[Les structures - Territoires Insertion 38 \(ti38.fr\)](http://Les.structures-Territoires.Insertion.38.ti38.fr)

<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

4. L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ACTION

L'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole s'engage à accompagner l'entreprise titulaire du marché. Pour ce faire, elle mobilise, ses agents ou partenaires qui auront notamment pour mission :

- de suivre et de faciliter par tous moyens l'application de la clause, de mettre en relation les entreprises et les bénéficiaires potentiels ;
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés et d'accompagner leur suivi.
- d'informer les entreprises sur les dispositifs et les accompagnements personnalisés.
- d'étudier les actions de formation professionnalisantes éventuelles, en lien avec les financeurs publics ;
- d'aider le titulaire à préciser ses besoins et les moyens par lesquels il compte réaliser ses engagements ;
- d'assurer un suivi de l'exécution de la clause durant toute la durée du marché.
- d'appuyer le titulaire en cas de difficulté à mettre en œuvre la clause

5. SUIVI ET CONTROLE DE LA CLAUSE EMPLOI

Pendant et à l'issue du marché, l'Université Grenoble Alpes procède avec le soutien de l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole au suivi et contrôle de l'exécution de la clause emploi. Le titulaire doit transmettre à l'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause emploi.

Au démarrage du marché

Dans un **délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché**, l'entreprise informe par courriel l'équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole des dispositions qu'elle compte prendre pour assurer le respect de la clause emploi.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe l'équipe clause emploi de la répartition des heures sous-traitée dès le démarrage de l'intervention du sous-traitant.

Avant l'embauche

Le titulaire informe par mail l'équipe clause emploi de l'embauche à venir (date de démarrage et durée de la mission, partenaire éventuel).

- Dans le cas d'un recrutement direct, le titulaire envoie les documents permettant la vérification de l'éligibilité (liste des documents concernés sur emploi.grenoblealpesmetropole.fr)
- en cas de mise à disposition, le titulaire informe l'équipe clause emploi du nom du partenaire de recrutement et des coordonnées mail et téléphoniques de la personne contact. Il demande au partenaire de prendre contact avec l'équipe clause emploi pour valider l'éligibilité de la personne retenue. Pour les agences d'emploi conventionnées, la fiche orientation remplie par un partenaire de l'emploi permet d'attester l'éligibilité au dispositif.
- en cas de sous-traitance à une SIAE ou une STPA, le titulaire informe le partenaire de son obligation clause emploi et des modalités de suivi de la clause emploi.

Au moment de l'embauche ou au plus tard 1 mois avant la fin du marché :

Le titulaire informe l'équipe clause emploi de la réalisation de son engagement :

- En cas d'embauche directe : envoi du contrat de travail
- En cas de mise à disposition ou de sous-traitance à une SIAE ou STPA, le titulaire demande au partenaire d'envoyer mensuellement le tableau ci-joint (tableau en téléchargement sur le site emploi.grenoblealpesmetropole.fr)

6. SANCTION DU NON RESPECT DE L'OBLIGATION

En cas de non-respect des engagements indiqué à l'article 1, le titulaire encourt une pénalité de 2 fois le SMIC horaire chargé par heure non réalisée ou non validée, sur avis consultatif de l'Equipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole auprès de l'Université Grenoble Alpes.

En cas de non-respect des obligations précisées à l'article 5, l'Université Grenoble Alpes adresse à l'entreprise un courrier recommandé lui enjoignant de respecter ses engagements. L'entreprise dispose alors d'un **délai de deux semaines** à compter de la date de réception du courrier pour informer l'Université Grenoble Alpes de la situation et des moyens qu'elle met en œuvre pour assurer ses obligations contractuelles. En cas d'absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 euros qui pourra être levée à réception des documents.

7. Informations relatives aux données personnelles

Le titulaire est informé que les actions d'accompagnement, de suivi et de contrôle des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé sont confiées à Grenoble-Alpes Métropole. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, le titulaire doit informer les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application de la clause que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause emploi.

Grenoble-Alpes Métropole est responsable du traitement des données collectées.

Le traitement est nécessaire à l'établissement de la relation contractuelle entre le titulaire et l'Université Grenoble Alpes. Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du 1er jour de la mise en poste du bénéficiaire et 24 mois après la fin de la période concernée.

Ces données sont destinées à l'équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment, pour le bénéficiaire, de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données le concernant, ou de s'opposer à leur traitement, en contactant le service concerné par courriel à l'adresse : clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr ou en contactant le Délégué à la protection des données :

- DPO par [voie électronique](#) (formulaire sur demarches.grenoblealpesmetropole.fr) ;
- Ou par courrier postal à l'adresse suivante :

Le délégué à la protection des données
Grenoble-Alpes Métropole - Le Forum
3, rue Malakoff - CS 50053 - 38031 Grenoble cedex

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement sur le dispositif clause emploi.